



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DES JEUX OLYMPIQUES
ET PARALYMPIQUES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CREPS CENTRE-VAL DE LOIRE

48 avenue du Maréchal Juin

18000 BOURGES



Règlement de la Consultation

- RC -

Marché à procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 et suivants du Code de la commande publique

Objet du marché :

**Accord-cadre de fournitures courantes et de services
« Acquisition de petites fournitures et petits matériels techniques par le
CREPS Centre-Val de Loire »**

Date et heure limite de réception des offres :

Le jeudi 16 mai 2024 à 12h00

Date d'envoi de la publicité :

Le mardi 16 avril 2024

Le présent document comporte 7 pages numérotées de 1 à 7.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Objet du marché.....	3
1.1. Type du marché.....	3
1.2. Objet de l'accord-cadre.....	3
1.3. Division en lots	3
1.4. Variantes	3
1.5. Montant de l'accord-cadre	3
ARTICLE 2 – Conditions de la procédure adaptée.....	3
2.1. Modifications de détail au dossier de consultation	3
2.2. Délai de validité des offres.....	4
2.3. Date limite de réception des offres	4
2.4. Durée de l'accord-cadre	4
2.5. Compléments à apporter au CCAP et au CCTP	4
ARTICLE 3 – Retrait du dossier de consultation	4
ARTICLE 4 – Présentation des offres.....	4
4.1. Les documents relatifs à la candidature	5
4.2. Les documents relatifs à l'offre	5
ARTICLE 5 – Fixation des prix.....	6
ARTICLE 6 – Conditions d'envoi ou de remise des offres	6
ARTICLE 7 – Jugement des offres.....	6
ARTICLE 8 – Renseignements complémentaires	7

ARTICLE 1 – Objet du marché

1.1. Type du marché

La procédure de consultation utilisée est celle du marché à procédure adaptée, en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande, conformément aux dispositions de l'article L 2125-1 du Code de la commande publique.

1.2. Objet de l'accord-cadre

L'objet de la présente consultation est l'acquisition de petites fournitures et petits matériels techniques par le CREPS Centre-Val de Loire, sis à BOURGES (18000).

Le but recherché est de faciliter l'acquisition de ces petites fournitures par le CREPS et d'assurer une continuité dans le travail avec les fournisseurs.

1.3. Division en lots

L'accord-cadre est divisé en 5 lots :

- Lot n° 1 : petites fournitures et petits matériels de quincaillerie.
- Lot n° 2 : petites fournitures et petits matériels de menuiserie.
- Lot n° 3 : petites fournitures et petits matériels d'électricité.
- Lot n° 4 : petites fournitures et petits matériels de plomberie.
- Lot n° 5 : petites fournitures et petits matériels de peinture.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un seul, plusieurs ou tous les lots. Un candidat ne peut pas présenter plusieurs offres pour un même lot.

1.4. Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

1.5. Montant de l'accord-cadre

Aucun montant minimum ou maximum n'est fixé pour cet accord-cadre.

A titre indicatif, la moyenne des dépenses annuelles sur les 6 derniers exercices budgétaires, pour l'ensemble des prestations du présent marché, s'élevait à 17 307,11 €.

ARTICLE 2 – Conditions de la procédure adaptée

2.1. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 12 (douze) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une quelconque réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des propositions.

2.3. Date limite de réception des offres

Le jeudi 16 mai 2024 à 12h00.

2.4. Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du **3 juin 2024**.

Il est renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 4 (quatre) ans.

2.5. Compléments à apporter au CCAP et au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de modifications aux CCAP et CCTP du marché. Les compléments à y apporter sont précisés dans ces documents.

ARTICLE 3 – Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le site suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Il est constitué des documents suivants :

- le Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'Acte d'Engagement (AE) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- trois fiches techniques par lot, correspondant à trois références proposées dans le BPU.

ARTICLE 4 – Présentation des offres

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

4.1. Les documents relatifs à la candidature

- a)
- Lettre de candidature reprenant l'identification du candidat, la liste des lots pour lesquels la candidature est présentée ainsi qu'une déclaration sur l'honneur conforme à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique.
 - Présentation générale (chiffre d'affaires annuel, effectifs) et références significatives du candidat dans des marchés similaires avec contacts vérifiables pour les 3 (trois) dernières années.
 - Pouvoir (si la personne qui signe le marché n'est pas la personne habilitée à engager la société).
 - Attestation(s) d'assurance(s) en cours de validité.
 - Extrait K ou Kbis (ou équivalent).

Ou

- b)
- Document Unique de Marché Européen (DUME) au format .xml, complété des éléments exigés au a) qui ne figureraient pas dans le DUME.

La signature pour l'ensemble des documents (à l'exception du DUME, qui ne requiert pas de signature) est obligatoirement originale ou électronique. Le reste du document peut être une copie faite au préalable.

Conformément à l'article R 2143-8 du Code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise, dans un délai imparti, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. Cette obligation sera satisfaite par la production des photocopies auto-certifiées conformes des certificats fiscaux et sociaux, c'est-à-dire les certificats de la liasse n°3666 des services du Trésor et des Impôts et attestation URSSAF ou état annuel des certificats reçus, ainsi que les pièces prévues aux articles R 1263-12, D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 ou D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail attestant qu'il n'a pas recours au travail dissimulé.

4.2. Les documents relatifs à l'offre

- l'Acte d'Engagement complété, paraphé, daté et signé par le représentant qualifié ayant vocation à être titulaire du marché ;
- le Bordereau de Prix Unitaires complété ;
- trois fiches techniques par lot, correspondant à trois références proposées dans le BPU ;
- le catalogue des produits proposés ;
- un document précisant les modalités de passation de commande ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), accepté sans modification et paraphé ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), accepté sans modification et paraphé.

Dans le cas où un candidat ne serait pas en mesure de fournir un ou plusieurs des documents exigés, une attestation sur l'honneur expliquant le motif de la non-production desdits documents est recevable. Dans ce cas, le candidat retenu devra fournir, sous 4 (quatre) jours à réception d'une lettre recommandée avec avis de réception, les pièces manquantes.

Important : la non-production d'un des documents ci-dessus exigés ou une offre parvenue hors délai entraîneraient le rejet de l'offre.

ARTICLE 5 – Fixation des prix

Les prix proposés seront exprimés en Euros et en valeur toutes taxes comprises (TTC) ; ils indiqueront, pour chaque somme, le montant hors taxe (HT) et le taux de TVA appliqué.

ARTICLE 6 – Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres devront être transmises par voie électronique, sur le profil acheteur du CREPS Centre-Val de Loire, sur le site internet suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les modalités de transmission des plis et de signature électronique sont précisées sur le site.

Les formats autorisés pour la transmission électronique des plis sont les suivants : .doc, .docx, .pdf, .xls, .xlsx.

Les éléments de la candidature et de l'offre sont présentés sur un seul fichier.

Seul le candidat dont l'offre est retenue devra signer les documents du marché.

Les candidats sont informés que le dépôt de leur offre (offre financière, autres annexes financières) vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué, aux conditions de l'offre transmise : tout défaut de signature, retard ou réticence exposera le candidat, auteur de l'offre retenue, à une action en responsabilité.

Les offres remises dans les délais prescrits ne pourront être ultérieurement ni reprises, ni modifiées.

ARTICLE 7 – Jugement des offres

Les candidatures seront sélectionnées en application des articles R 2144-1 à R 2144-7 du Code de la commande publique.

L'examen et le jugement des offres seront effectués par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, le CREPS Centre-Val de Loire tiendra compte, par ordre de priorité décroissante, des critères suivants :

- 1- Prix des produits proposés dans le bordereau de prix unitaires : 40 (quarante) %.
- 2- Qualité technique des produits proposés dans le bordereau de prix unitaires : 30 (trente) %.

- 3- Pourcentage de remise proposé sur les prix catalogue : 20 (vingt) %.
- 4- Modalités de commande : 5 (cinq) %.
- 5- Réduction des déchets d'emballage : 5 (cinq) %.

La notification des résultats sera communiquée à tous les candidats retenus ou évincés par voie électronique.

ARTICLE 8 – Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordres administratif ou technique pourront être demandés sur le profil acheteur du CREPS Centre-Val de Loire, sur le site internet suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les questions des candidats devront parvenir au plus tard le lundi 6 mai 2024.

Une réponse commune sera adressée à tous les candidats au plus tard 7 (sept) jours avant le terme de la consultation.

Le Directeur du CREPS Centre-Val de Loire

Marc DUBOIS